

l'évolution. Les seuls peuples qui ne changent pas sont ceux qui affichent des attitudes doctrinaires et qui croient qu'une fois adoptée une doctrine toutes les difficultés sont résolues. Une fois que cette ligne de conduite a été adoptée, il faut y adhérer trop rigide-ment, quelles qu'en soient les conséquences, car on ne peut procéder autrement. Il est facile de simplifier les problèmes que le Canada doit résoudre à l'heure actuelle. Le seul moyen de résoudre simplement les problèmes du Canada et du monde, à l'heure actuelle, serait de recourir à l'unité et à la puissance monolithiques, mais telle n'est certes pas notre façon de concevoir les choses au Canada.

Mes amis du parti libéral ont proposé un slogan au cours de la dernière campagne électorale, lequel, selon eux, séduirait la population du Canada. Ils disaient que les Canadiens devaient faire face à demain. J'aimerais reviser ce slogan ce soir. A mon avis, la création de cet Office de développement économique justifie la modification de ce slogan. Demain veut dire jamais et, selon nous, voici ce que nous devrions dire à la population du Canada: «C'est aujourd'hui qu'il faut faire face à demain.» C'est précisément ce que nous faisons au moyen de cette mesure.

(Texte)

M. Gérard Legaré (Rimouski): Monsieur l'Orateur, le bill qui revient aujourd'hui à la Chambre a été étudié durant quelques heures au cours du mois de décembre. Il est daté du 28 novembre 1962, mais deux mois auparavant, le discours du trône en faisait mention.

J'en suis à me demander si le bill que j'ai actuellement en main est utile et nécessaire ou s'il ne l'est pas. S'il l'est, le gouvernement ne semble pas y attacher une bien grande importance puisqu'il en retarde l'adoption depuis quatre mois.

A mon sens, des élections générales, dans les circonstances actuelles, auraient une bien meilleure influence sur notre économie que la formation d'une nouvelle commission d'enquête.

Si les Chambres avaient été dissoutes après le débat sur le discours du trône et si des élections avaient été ordonnées, nous aurions maintenant à la direction du pays un nouveau gouvernement qui serait même élu depuis deux mois.

Si nos honorables amis d'en face sont si confiants d'avoir l'appui populaire, l'appui des électeurs, je me demande pourquoi ils retardent constamment l'appel au peuple qu'a demandé l'opposition officielle. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. Nous piétons encore sur place alors que l'économie est stagnante et que le nombre de chômeurs s'accroît au rythme de 100,000 par mois.

[L'hon. M. Dinsdale.]

Après trois mois de tergiversations, d'hésitations et d'indécision, soit depuis l'ouverture de la présente session, nous voici en face d'un projet du gouvernement dont le discours du trône a fait mention, mais le gouvernement n'a pas prouvé qu'il désirait réellement un progrès rapide en ce qui concerne cette mesure, pas plus d'ailleurs qu'avec les autres mesures.

C'est d'ailleurs la responsabilité du gouvernement que d'ordonner la législation à soumettre à la Chambre de façon que les mesures les plus importantes soient d'abord étudiées.

Comme je le lisais dans *Le Devoir* de décembre dernier, sous la plume de Fernand Bourret:

Le grand responsable est le gouvernement. C'est à lui qu'appartient l'initiative de la législation. S'il n'a pas encore placé devant les Communes des lois importantes, des mesures qui sauront à la longue guérir les maux économiques et financiers dont souffre le Canada, les partis de l'opposition n'y sont pour rien.

Mais nous sommes en session depuis bientôt quatre mois, et nous voilà enfin saisis de la formule révolutionnaire qui, d'après le gouvernement, va relever notre économie.

Dans ses remarques, lors de la présentation de la résolution qui a précédé la présentation du bill, l'honorable ministre des Finances (M. Nowlan) a fait des déclarations troublantes; plusieurs même constituent une admission de l'impuissance du gouvernement. Il a déclaré, entre autres choses, ainsi que l'atteste la page 2176 des *Débats*:

Le gouvernement est décidé à stimuler l'expansion de nos industries existantes et à pousser le développement par des industries nouvelles et efficaces.

Et je répète. Il a bien dit:

Le gouvernement est décidé...

Il est facile de conclure que le ministre des Finances se rend bien compte que, jusqu'à maintenant, le gouvernement n'a pas fait grand-chose dans ce domaine.

Lorsque j'ai entendu le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales (M. Dinsdale) nous dire, cet après-midi, au début de ses observations, que le bill qui est actuellement soumis à la Chambre est la continuation de la politique du gouvernement depuis 1957, je me demande s'il n'a pas jeté une douche d'eau froide sur la Chambre, et même sur tous ceux qui prendront connaissance de ses remarques, puisque si réellement l'avenir doit être ce qui a existé depuis cinq ans, je me demande où les électeurs vont trouver l'espoir en des jours meilleurs.

Le ministre des Finances déclarait aussi au cours de ses observations:

Nous y parviendrons...